

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Pakistan Géopolitique et stratégie

N° 68 du 19.06.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_pakistanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire :

Tiré à part :

mai 2011 : Nous venons de vivre des journées de grands progrès vers la civilisation. Ou pas ?

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Webster G. Tarpley : Vers une crise ouverte entre les USA et l'alliance Chine-Pakistan ?

1-2 M. K. Bhadrakumar : Les USA insufflent une nouvelle guerre froide.

2 Annexe

2-1 Manlio Dinucci : La montre des dépenses militaires.

2-2 Robert Bibeau : Grandeurs et Déchéance des «Conspirationnistes».

3 Annexe

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

4 Histoire guerrière des USA

4-1 Les guerres des USA dans le monde

Avant propos

Les militaires américains usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants ...

Tiré à part :

Michel Collon : mai 2011 : Nous venons de vivre des journées de grands progrès vers la civilisation. Ou pas ?

11 avril, Côte d'Ivoire. L'armée française renverse et arrête le président d'un pays qui n'a pas agressé la France, mais a refusé de lui livrer inconditionnellement ses richesses. Pas d'enquête médiatique sur le pétrole, le cacao ou les dessous de la guerre civile.

28 avril, Maroc. Un attentat cible des touristes étrangers justement alors que Mohamed VI fait face à une contestation sociale et démocratique croissante. Pas d'enquête médiatique sur une possible implication des services secrets appliquant une classique « stratégie de la tension ».

1 mai, Libye. L'Otan tente d'assassiner le chef d'Etat d'un pays étranger, violant son propre mandat obtenu de l'ONU et limité à la « protection des civils ». Trois enfants de quatre mois, deux ans et trois ans sont tués. Pas d'enquête médiatique sur le respect du droit international, ni sur les véritables objectifs d'Obama – Exxon, de Cameron – BP et de Sarkozy – Total.

1 mai, Pakistan. Le même jour, comme par hasard, Obama fait exécuter sans procès un Ben Laden désarmé et annonce : « *Justice est faite* ».

Même les criminels nazis avaient eu droit à un tribunal. Pas d'enquête médiatique sur les révélations que Ben Laden aurait risqué de faire. Ni sur le fait que l'occupation de l'Afghanistan devrait en toute logique s'arrêter à présent.

Certains intérêts tentent de nous ramener à l'époque coloniale quand le seul droit reconnu était le droit du plus fort. Pillier les richesses du monde entier est l'intérêt des multinationales, mais les gens ont au contraire intérêt à la paix. Donc à la coopération Nord - Sud pour mettre fin à la pauvreté. Ces guerres sont aussi contre nous.

<http://www.michelcollon.info/Des-journees-de-grands-progres.html>

1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

1-1 Webster G. Tarpley : Vers une crise ouverte entre les USA et l'alliance Chine-Pakistan ?

La tension est visiblement montée d'un cran entre les USA et le Pakistan depuis l'opération commando qui a officiellement assassiné Oussama Ben Laden le 1er mai dernier sans en informer le gouvernement pakistanais au préalable. La CIA serait mouillée dans des opérations clandestines destinées à déstabiliser le pays, alors que les troupes des unités spéciales US postées dans la région se prépareraient à mettre la main sur les armements nucléaires stratégiques pakistanais. Devant cette escalade, la Chine vient d'envoyer un avertissement aux États-Unis pour les mettre en garde contre toute violation de la souveraineté du Pakistan, en expliquant qu'une nouvelle agression serait prise comme une attaque contre la Chine elle-même.

Sommes-nous en train d'assister à la préparation d'une nouvelle "Guerre Froide" avec le Pakistan comme enjeu stratégique majeur ?

Voici l'analyse alarmante qu'en fait l'écrivain et spécialiste du terrorisme Webster Tarpley.

L'escalade de la crise entre les États-Unis et le Pakistan : un ultimatum chinois met en garde les États-Unis contre une attaque au Pakistan.

paru sur Tarpley.net, le 20 mai 2011

La Chine a officiellement mis en garde les États-Unis sur le fait que toute attaque de Washington contre le Pakistan serait interprétée comme un acte d'agression envers Beijing.

Cet avertissement très direct constitue le premier ultimatum stratégique reçu par Washington depuis plus d'un demi-siècle, le dernier en date fut l'avertissement envoyé par l'URSS lors de la crise de Berlin entre 1958 et 1961 ; ceci met en évidence le danger réel de guerre généralisée que représente la montée de la tension entre les États-Unis et le Pakistan.

« Toute attaque contre le Pakistan serait perçue comme une attaque contre la Chine. »

Faisant suite aux rapports indiquant que la Chine avait demandé aux États-Unis de respecter la souveraineté du Pakistan dans les jours qui ont suivi « l'opération Ben Laden », le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Jiang Yu, a profité de la conférence de presse du 19 mai pour réaffirmer catégoriquement la volonté de Beijing que « *la souveraineté et l'intégrité du territoire du Pakistan soient respectées* ». D'après certaines sources diplomatiques pakistanaises citées par le *Times of India*, la Chine a « *clairement prévenu qu'une attaque contre le Pakistan serait considérée comme une attaque contre la Chine* ».

Cet ultimatum aurait été adressé lors d'entretiens stratégiques et de pourparlers économiques qui ont eu lieu à Washington le 9 mai, et lors desquels la délégation chinoise était emmenée par le vice-Premier ministre chinois Mr Wang Qishan et le conseiller d'État Mr Dai Bingguo [1].

Les avertissements de la Chine sont implicitement renforcés par sa force de frappe nucléaire, puisqu'elle possède quelque 66 missiles intercontinentaux dont plusieurs ont la capacité de frapper les États-Unis, en plus des 118 missiles de moyenne portée, 36 missiles lançables à partir de sous-marins, et de nombreux autres systèmes de missiles à courte portée.

Pour les observateurs avertis, le soutien de la Chine est d'une importance cruciale pour le Pakistan, qui, sans lui, serait pris en tenaille entre les États-Unis et l'Inde. « *Si la pression des États-Unis et de l'Inde continue, le Pakistan pourra dire "La Chine est avec nous. Ne pensez pas que nous sommes isolés, nous avons une super-puissance potentielle avec nous"* », a déclaré à l'AFP le général en retraite et analyste politique Talat Massoud [2].

L'ultimatum chinois est survenu durant la visite à Pékin du Premier ministre pakistanais Gilani, pendant laquelle le gouvernement hôte a annoncé le transfert immédiat et sans frais de 50 avions de chasse à réaction dernier modèle JF-17 [3]. Avant son départ, Gilani a souligné l'importance de l'alliance entre le Pakistan et la Chine en affirmant : « *Nous sommes fiers de compter la Chine parmi nos meilleurs amis et de réaffirmer la confiance qui nous lie. La Chine pourra toujours compter sur le Pakistan pour être à ses côtés en toute circonstance... Quand nous disons que cette amitié est plus grande que l'Himalaya et plus profonde que les océans, cela décrit parfaitement l'essence de cette relation* » [4]. Ces remarques furent accueillies par des cris d'indignation des porte-paroles états-uniens, notamment du sénateur républicain de l'Idaho, Risch. La crise diplomatique latente entre les États-Unis et le Pakistan a explosé avec force le 1er mai après l'incursion unilatérale et non autorisée de commandos US supposés avoir tué le fantomatique Oussama Ben Laden dans une maison fortifiée de la ville d'Abbottabad ; cette opération constitue une violation flagrante de la souveraineté du Pakistan. L'agenda de ce rodéo militaire réalisé pour attiser les tensions entre les deux pays, n'avait absolument rien à voir avec la prétendue guerre contre le terrorisme et tout à voir avec la visite au Pakistan fin mars, du Prince Bandar, le chef de la sécurité nationale saoudienne. De cette visite a résulté une alliance immédiate entre Islamabad et Ryadh.

En effet, le Pakistan a promis de fournir des troupes pour mâter toute éventuelle révolution colorée concoctée par les États-Unis dans le Royaume [saoudien], et d'offrir une protection nucléaire aux Saoudiens, les rendant ainsi moins vulnérables au racket américain menaçant de laisser l'Iran s'occuper du sort de la monarchie pétrolière. Un mouvement conjoint entre le Pakistan et l'Arabie Saoudite pour briser la main mise de l'empire américain dans la région, quoi que l'on pense de ces deux régimes, représenterait un coup fatal à l'empire américain déjà fragilisé en Asie du Sud.

Quant aux affirmations concernant le raid supposé sur Ben Laden, le 1er mai, il y a une masse de contradictions inextricables dans les explications qui changent d'un jour à l'autre. Une analyse de cette opération serait plutôt de la compétence de critiques littéraires ou d'œuvres théâtrales. Le seul fait solide et cohérent qui émerge de tout cela est que le Pakistan est devenu la cible majeure des États-Unis, ces derniers ayant de fait intensifié leur politique anti-Pakistanaise mise en place depuis le tristement célèbre discours d'Obama à West Point en décembre 2009.

Gilani : représailles intensives pour défendre les biens stratégiques du Pakistan

L'avertissement envoyé par les Chinois à Washington est survenu juste après la déclaration de Gilani au parlement pakistanais : « *Ne laissons personne tirer les mauvaises conclusions. Toute attaque contre les acquis stratégiques pakistanais, qu'elle soit visible ou cachée, trouvera une réponse appropriée... Le Pakistan se réserve le droit de contre-attaquer avec force. Personne ne devrait sous-estimer la motivation et la capacité de notre nation et de ses forces armées à défendre notre patrie sacrée.* » [5] Une telle menace de représailles venant d'une puissance nucléaire comme le Pakistan doit absolument être prise au sérieux, même par les va-t-en-guerre les plus acharnés au sein de l'administration Obama.

Les acquis stratégiques dont parle Gilani sont les armes nucléaires pakistanaises qui forment la clef de la dissuasion pour parer toute éventuelle attaque de la part de l'Inde, dans le cadre de l'accord de coopération nucléaire entre les États-Unis et l'Inde. Les forces armées américaines en Afghanistan n'ont pas réussi à tenir secret leur vaste plan de saisie et de démantèlement des armes nucléaires pakistanaises. D'après un rapport de *Fox News* en 2009, « *les États-Unis ont mis au point un plan détaillé pour infiltrer le Pakistan et s'emparer de son arsenal de têtes nucléaires mobiles, s'il apparaissait que le pays était sur le point de tomber entre les mains des résistants talibans, d'al-Qaïda, ou de tout autre mouvement extrémiste islamique.* » Ce plan a été élaboré par le général Stanley McChrystal lorsqu'il était à la tête du commandement des opérations spéciales de Fort Bragg en Caroline du Nord. Ce commandement qui est directement impliqué apparemment dans l'opération Ben Laden, est composé de l'*Army Delta Force*, des *Navy SEALs* et « *d'une unité spéciale de renseignement high-tech, connue sous le nom de Task Force Orange* ». « *De petites unités doivent se saisir des armes nucléaires pakistanaises, les neutraliser avant de les rassembler dans un endroit sécurisé,* » a déclaré une source citée par *Fox News* [6].

Obama a déjà donné son aval à une attaque furtive contre les armes nucléaires pakistanaises.

Comme l'écrit le *London Sunday Express*, Obama a déjà approuvé une action agressive en ces termes : « *Les troupes américaines seront déployées au Pakistan si les installations nucléaires de cette nation menacent de passer sous le contrôle de terroristes désireux de venger la mort de Ben Laden [...] Le plan, qui pourrait être activé sans le consentement du président Zardari, a provoqué la colère des officiels pakistanais [...] Obama donnerait l'ordre de parachuter des troupes pour sécuriser les sites clefs de missiles nucléaires. Ceci inclut la le quartier général de la base aérienne de Sargodha, qui abrite des F-16 de combat dotés d'au moins 80 missiles balistiques à têtes nucléaires.* » D'après les officiels américains, « *le plan a reçu le feu vert, et le Président a déjà manifesté son intention de déployer des troupes au sol au Pakistan s'il pense que cela est important pour la sécurité nationale.* » [7]

L'extrême tension sur cette affaire met en évidence la politique de la corde raide et l'incroyable folie aventurière d'Obama et de son raid unilatéral du 1er mai qui aurait tout aussi bien pu être interprété par les autorités pakistanaises comme l'attaque promise contre ses installations nucléaires. D'après le *New York Times*, Obama savait pertinemment qu'il encourait un conflit immédiat avec le Pakistan, mais a insisté « *pour que le commando chargé de l'opération Ben Laden soit suffisamment puissant pour pouvoir se battre et sortir du pays s'il était confronté à des forces de police ou des troupes locales hostiles.* »

Le conflit armé a déjà commencé

Le conflit armé entre les forces américaines et pakistanaises a subi une escalade le 17 mai, quand un hélicoptère de l'OTAN a violé l'espace aérien pakistanais au Waziristan. Les forces pakistanaises étaient en état d'alerte maximale et ont immédiatement ouvert le feu. L'hélicoptère américain a répondu par des tirs. Deux soldats postés dans la zone frontalière de Datta Khel ont été blessés. [8]

Une riposte pakistanaise à cette incursion a peut-être eu lieu à Peshawar, le 20 mai, lorsqu'une voiture piégée a apparemment pris pour cible un convoi de deux véhicules du consulat américain, ne causant que des dégâts matériels sans faire de victimes côté américain. Un passant pakistanais a été tué et plusieurs personnes blessées. Sur le front de la guerre des services secrets, la chaîne de télévision Ary One a dévoilé le nom du chef de l'antenne de la CIA à Islamabad, ce qui en fait le deuxième chef-espion en place à voir sa couverture révélée en moins de six mois.

Marc Grossman, l'envoyé des USA rejette les appels du Pakistan à cesser les violations territoriales

Le représentant spécial états-unien en Afghanistan et au Pakistan, Marc Grossman, remplaçant de feu Richard Holbrooke, a rejeté de manière arrogante, le 19 mai, les appels du Pakistan exigeant que des opérations comme celle d'Abbottabad ne soient plus perpétrées sur son territoire. [9] Se refusant à toute promesse de ce genre, Grossman a déclaré que les autorités pakistanaises n'avaient jamais demandé le respect de leurs frontières au cours de ces dernières années. [10]

Au beau milieu de cette crise diplomatique importante, l'Inde a surenchéri en programmant des manœuvres militaires provocatrices ciblant le Pakistan. Comme cet exercice « Vijayee Bhava » (*Soyons victorieux*) qui s'est déroulé dans le désert de Thar au Rajasthan Nord. Cet exercice de guerre-éclair NBC (Nucléaire, Biologique, Chimique) implique le Second corps d'armée qui est « *considéré comme la plus importante des trois formations d'attaque de l'armée indienne, et sa tâche est de diviser littéralement le Pakistan en deux, en cas de guerre totale déclarée entre les deux pays.* » [11]

The Nation : un faux gang "CIA / RAW / Mossad / pseudos-Taliban"

L'une des façons d'obtenir une provocation suffisante pour justifier une attaque américano-indienne contre le Pakistan serait par exemple une augmentation des actions terroristes attribuées à de soi-disant résistants talibans. Selon ce qu'en dit la presse dominante au Pakistan, la CIA, le Mossad israélien et le RAW (*Research and Analysis Wing*) indien ont créé leur propre version des résistants talibans sous la forme d'un faux gang terroriste qu'ils contrôlent et dirigent. Selon une source, « *les agents de la CIA ont infiltré les réseaux des résistants talibans et d'al-Qaïda et ont créé leur propre force Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP) dans le but de déstabiliser le Pakistan.* » Le brigadier général Aslam Ghuman, ancien commandant régional de l'ISI au Penjab (L'ISI étant les services secrets pakistanais), a déclaré : « *Au cours de ma visite aux États-Unis, j'ai appris que l'agence de renseignement Mossad, en connivence avec le RAW indien et sous la supervision directe de la CIA, voulait déstabiliser à tout prix le Pakistan.* » [12] Le double attentat à la bombe qui a tué 80 paramilitaires au Waziristan, la semaine dernière, a-t-il été perpétré par ce faux gang ?

D'après la même source, les services de renseignements russes ont révélé que « *le contractant de la CIA, Raymond Davis, et son réseau ont fourni aux agents d'al-Qaïda des armes nucléaires, chimiques et biologiques, de façon à ce que des installations militaires américaines puissent être ciblées et le Pakistan rendu responsable.* » Davis, lui-même un vétéran des Opérations spéciales, a été arrêté pour le meurtre de deux agents de l'ISI, mais a ensuite été libéré par le gouvernement pakistanais après une douteuse et bruyante campagne du Département d'État américain.

La CIA affirme que le nouveau patron d'al-Qaïda vit au Waziristan

Si les USA ont réellement besoin d'un prétexte pour justifier de nouveaux raids, il leur sera facile d'évoquer la présence supposée au Waziristan de Saïf al-Adel, désormais déclaré par la CIA comme le successeur de Ben Laden à la tête d'al-Qaïda. [13]

Il est clair que le fait pour Obama de prétendre que Saïf al-Adel se trouve tout près de la frontière la plus sensible au monde et non pas à Finsbury ou Flatbush, convient parfaitement à ses intentions belliqueuses.

Après le raid américain non autorisé du 1er mai, le général en chef pakistanais Kayani a lui-même prévenu [les USA] qu'une telle « opération aventureuse » ne devra pas être répétée, et a annoncé que le personnel états-uniens au Pakistan serait considérablement réduit. D'après les estimations de l'ISI, il y a actuellement environ 7000 agents de la CIA au Pakistan, dont beaucoup sont inconnus du gouvernement pakistanais. D'après certaines sources, le partage d'information entre les services pakistanais et US aurait été réduit. En réponse à la réaction de Kayani, l'opération de propagande de la CIA connue sous le nom de Wikileaks a une fois de plus montré sa véritable nature en essayant de discréditer le commandant en chef pakistanais au travers de la diffusion de télégrammes douteux d'ambassades américaines établissant que celui-ci avait demandé aux États-Unis davantage – et non pas moins – d'attaques de drones ces dernières années.

Depuis le discours d'Obama à West Point, la CIA a utilisé les attaques de drones pour massacrer des civils dans le but de fomenter une guerre civile au Pakistan, et d'amener la division du pays selon les lignes ethniques du Penjab, du Sind, du Baloutchistan et du Pachtounistan. L'objectif géopolitique de tout ceci est mettre fin à la faculté qu'a le Pakistan d'être le couloir énergétique entre l'Iran et la Chine. [Comme par hasard,] Selig Harrison a [récemment] émergé comme un éminent partisan américain pour la sécession du Baloutchistan.

Depuis le 1er mai, six attaques de drones américains ont fait au moins 42 morts dans la population civile pakistanaise, conduisant celle-ci à une haine frénétique anti-américaine. En réponse, une session commune du parlement pakistanais tenue le 14 mai, a demandé officiellement et à l'unanimité l'arrêt des attaques de missiles américains, et a appelé le gouvernement à couper la route de soutien logistique de l'OTAN vers l'Afghanistan si les attaques continuaient. [14] Alors que la ligne de ravitaillement Karachi-Khyber passant par le col du même nom transporte les deux tiers du ravitaillement des envahisseurs de l'Afghanistan, une telle mesure causerait un véritable chaos parmi les forces de l'OTAN. Tout ceci souligne la folie inhérente consistant à rentrer en conflit ouvert avec le pays par lequel passent vos lignes de ravitaillement.

Les États-Unis veulent utiliser le chef des résistants talibans, le Mollah Omar, contre le Pakistan

Le Département d'État a renoncé à toutes les conditions préalables dans ses négociations avec les résistants talibans en février dernier, et selon le *Washington Post*, les États-Unis seraient maintenant en train de parlementer avec les envoyés du Mollah

Omar, le légendaire leader borgne du conseil de la Quetta-Shura, autrement dit le Haut conseil des résistants talibans. Il paraît évident que les États-Unis offrent aux résistants talibans une alliance contre le Pakistan. Marc Grossman, l'envoyé spécial américain dans la région est hostile au Pakistan, mais au sujet des résistants talibans, on l'a affublé du surnom de « *Monsieur Réconciliation* ». [15] A l'inverse, certains affirment que les États-Unis veulent assassiner le chef du réseau Haqqani au moyen d'une opération comparable à celle qui a visé Ben Laden. Les Pakistanais sont tout autant déterminés à conserver Haqqani comme allié.

Si la Chine se range derrière le Pakistan, il sera alors tout à fait envisageable que la Russie s'aligne derrière la Chine. En vue de la prochaine réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai le 15 juin, le Président chinois HU s'est félicité des relations Sino-Russes qu'il décrit comme ayant atteint « *un niveau sans précédent*, » et d'un « *un intérêt stratégique évident* ». Lors d'une conférence de presse donnée cette semaine, le président Medvedev a été obligé de reconnaître indirectement que le « *renouveau* » des relations entre les USA et la Russie tant acclamé par Obama se résumait à peu de choses depuis l'annonce du programme US d'implantation de missiles ABM en Roumanie et dans le reste de l'Europe de l'Est, programme si évidemment dirigé contre la Russie, et qui signifie que le traité START n'est plus d'actualité, ce qui réveille le spectre d'une possible nouvelle « *Guerre Froide* ». Etant donné l'actuel assaut de l'OTAN contre la Libye, Medvedev a déclaré qu'« *il n'y aurait pas de résolution de l'ONU contre la Syrie* ». Poutine avait raison depuis le début et Medvedev essaie de lui emboîter le pas pour se ménager quelque chance de rester au pouvoir.

Sommes-nous en « *Juillet 1914* » ?

La crise qui a mené à la Première Guerre Mondiale a commencé avec l'assassinat [de l'archiduc François-Ferdinand] à Sarajevo le 28 juin 1914, mais la première déclaration de guerre majeure n'eut lieu que le 1er août. Et durant le mois de juillet, une bonne partie de l'opinion publique européenne se réfugia derrière une espèce d'illusion idyllique élégiaque, alors même que la crise mortelle s'amplifiait. Quelque chose de similaire est en train de se produire aujourd'hui. Nombreux sont les citoyens américains qui pensent que la mort supposée de Ben Laden marque la fin de la guerre contre le terrorisme et de la guerre en Afghanistan. C'est le contraire qui se passe, l'opération contre Ben Laden a clairement conduit à une nouvelle situation d'urgence stratégique. Des forces qui s'étaient opposées à la guerre en Irak, de MSNBC aux nombreux libéraux de gauche appuyant le mouvement pour la paix, soutiennent désormais, d'une manière ou d'une autre, l'agression sanglante d'Obama en Libye, voire célèbrent en Obama un va-t-en-guerre finalement plus efficace que la clique Bush-Cheney, auréolé qu'il est de son succès supposé aux dépens de Ben Laden.

En réalité, s'il y a jamais eu un temps pour se mobiliser et stopper toute possibilité d'une nouvelle guerre globale, c'est maintenant !

Webster G. Tarpley

26 mai, 2011

by GeantVert

Traduction GV/Catherine/MecanoBlog (pour la base)

Notes de l'auteur :

<http://economictimes.indiatimes.com/news/politics/nation/china-asks-us-to-respect-paks-sovereignty-independence/articleshow/8454577.cms>

"China-Pakistan alliance strengthened post bin Laden," AFP, 15 mai 2011,

<http://www.sundaytimes.lk/index.php/analysis/7546-china-pakistan-alliance-strengthened-post-bin-laden>

http://www.nytimes.com/2011/05/20/world/asia/20pakistan.html?_r=3

http://www.upi.com/Top_News/World-News/2011/05/08/Gilani-China-best-most-trusted-friend/UPI-96101304911435/

http://www.nypost.com/p/news/international/pakistani_pm_regrets_unilateral_GAOWNTpBXGJaJtwzWaZu0K?CMP=OTC-rss&FEEDNAME=

Rowan Scarborough,"U.S. Has Plan to Secure Pakistan Nukes if Country Falls to Taliban," *Fox News*, 14 mai 2009.

"US 'To Protect Pakistan,'" *London Sunday Express*, May 15, 2011, <http://www.express.co.uk/posts/view/246717/US-to-protect-Pakistan->

<http://www.reuters.com/article/2011/05/17/us-pakistan-nato-idUSTRE74G0PS20110517>

"US refuses to assure it will not act unilaterally," <http://thenews.jang.com.pk/NewsDetail.aspx?ID=15758>

"No US assurance on unilateral ops," <http://nation.com.pk/pakistan-news-newspaper-daily-english-online/Politics/20-May-2011/No-US-assurance-on-unilateral-ops>

"Getting leaner and meaner? Army practices blitzkrieg to strike hard at enemy," *Times of India*, 10 mai 2011,

http://articles.timesofindia.indiatimes.com/2011-05-10/india/29527731_1_three-strike-corps-army-and-iaf-transformational

"CIA has created own Taliban to wreak terror havoc on Pakistan, claims Pak paper," ANI, 12 mai,

<http://my.news.yahoo.com/cia-created-own-taliban-wreak-terror-havoc-pakistan-091621821.html>

"New al-Qaeda chief in North Waziristan," 19 mai 2011

http://www.msnbc.msn.com/id/43033985/ns/world_news-south_and_central_asia/

<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/afghanistan/8519535/US-steps-up-face-to-face-peace-talks-with-Taliban.html>

<http://www.reopen911.info/News/2011/05/26/webster-g-tarpley-vers-une-crise-ouverte-entre-les-usa-et-lalliance-chine-pakistan/>



1-2 M. K. Bhadrakumar : Les USA insufflent une nouvelle guerre froide.

Il y avait peut-être une différence d'opinion entre le dramaturge grec classique Eschyle et le poète romantique britannique Percy Bysshe Shelley à propos des circonstances de la libération du Titan Prométhée de sa captivité : elle a fait suite à sa réconciliation avec Jupiter – c'est la pensée classique – ou était une rébellion, comme insiste le romantique.

Dans les deux cas, Prométhée a été « délivré ».

Les circonstances exactes de la fin de partie en Irak et en Afghanistan resteront difficiles à formuler, mais il est certain que le résultat sera que les Etats-Unis, lesquels, à l'instar de Prométhée, ont été enchaînés à une montagne où ils ont été quotidiennement punis par l'aigle de Jupiter et enduré une immense souffrance, sont « délivrés » et rendus à la vie normale. Pour Prométhée, cela s'est produit comme un moment existentiel et, lorsque Hercules est arrivé pour le délier, il a tellement été soulagé par cette liberté « si longtemps désirée/si longtemps tardive » qu'il a promis à son amour « *nous nous assoirons et causerons temps et changement/comment le monde décline et s'écoule, sans que nous changions nous-mêmes* ».

Les Etats-Unis, aussi, reparaissent « inchangés ». Il y a un tourbillon d'activité, comme pour rattraper le temps perdu : l'intervention militaire « unilatérale » en Libye ; le déploiement d'une escadre de F-16 en Pologne ; l'établissement de bases militaires en Roumanie ; la ressuscitation des plans de l'ère de George W. Bush pour l'établissement d'un bouclier antimissile étasunien en Europe Centrale ; la reprise de l'entente cordiale entre les « nouveaux européens » ; la menace d'une « intervention humanitaire » en Syrie ; La reprise des discussions en vue d'une action militaire contre l'Iran ; la campagne pour une présence militaire à long terme en Irak et en Afghanistan ; la montée en régime de l'expansion de l'OTAN en Asie Centrale ; la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Pakistan ; la menace d'un « changement de régime » au Sri Lanka ; et, l'annonce, le week-end dernier, du déploiement de navires de combat légers à Singapour.

Tout cela s'est produit en l'espace de 100 jours. Il était pratiquement inévitable que le grand jeu de la Caspienne soit également ravivé. Après l'hibernation inexplicquée au cours de la période qui a suivi la fin de la présidence Bush, début 2009, Richard Morningstar, l'envoyé spécial des Etats-Unis pour l'énergie eurasiennne, est retourné dans l'arène.

Si son témoignage, lors de l'audition devant la Commission des Affaires Etrangères de la Chambre des Représentants, la semaine dernière, contenait un seul message, il était le suivant : la stratégie énergétique eurasiennne des Etats-Unis reste « *inchangée* » dans son programme central, c'est à dire, défier le potentiel de la Russie à se servir de ses vastes réserves en tant qu'exportateur d'énergie pour réapparaître comme une grande puissance sur la scène mondiale.

La rhétorique de la guerre froide ressurgit

Lors de cette même audition parlementaire, l'agenda géopolitique de la stratégie énergétique eurasiennne des Etats-Unis a été formulé avec un franc-parler caractéristique par l'expert réputé sur la Russie, Ariel Cohen. Il n'y a peut-être sans doute rien de remarquablement nouveau dans la thèse de Cohen à propos de « l'agenda expansionniste » de la Russie, reflété par sa politique énergétique, mais cela mérite néanmoins d'être répété à travers le prisme du témoignage de Morningstar (les normes de la pratique diplomatique ont contraint ce dernier à retenir toute critique directe de la Russie, avec laquelle l'administration Obama est actuellement engagée dans une « réinitialisation » [reset]) :

- Le Kremlin considère l'énergie comme un outil lui permettant de poursuivre une politique étrangère affirmée.
- Le niveau de dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie en matière d'énergie est beaucoup trop élevé.
- La Russie essaye d'exclure les Etats-Unis des marchés énergétiques d'Asie Centrale et de la Caspienne.
- La Russie se sert de l'énergie pour « re-séduire » l'Inde, l'Asie du Sud-Est, le Moyen-Orient et l'Amérique Latine.
- La Russie force ses voisins à piloter leurs exportations d'énergie en passant par son système de pipelines.
- L'absence d'une « séparation constitutionnelle de la justice et du pouvoir » bloque l'entrée des sociétés occidentales dans le secteur énergétique russe.
- La Russie reste désintéressée à développer des liens énergétiques avec les Etats-Unis.

Cohen a formulé franchement cette géopolitique. En premier, il est prévu que la demande européenne en énergie continuera d'augmenter, ce qui entraînera de sérieuses conséquences pour les liens entre Moscou et l'Europe.

Le fait est que les Etats-Unis redoutent que Moscou exploite ces liens énergétiques croissants pour stabiliser ses relations avec les pays d'Europe de l'Ouest et que cela pourrait affaiblir l'esprit euro-atlantique et relâcher progressivement le leadership transatlantique des Etats-Unis.

Deuxièmement, l'Allemagne a pris la décision stratégique d'abandonner l'énergie nucléaire et, à la place, d'accroître ses importations énergétiques depuis la Russie. Du point de vue des USA, des liens russo-allemands croissants n'ont pas seulement une résonance historique de très grande importance pour la sécurité européenne, mais ils pourraient finir par affaiblir l'unité européenne et les fondements-mêmes de l'OTAN, que les USA commandent comme instrument principal pour la poursuite de leurs stratégies globales.

Troisièmement, la Russie aspire à passer du rôle d'exportateur d'énergie vers l'Europe à une participation dans le système de distribution de l'énergie du continent, ainsi que dans son commerce de détail. L'Europe pourrait finir par « être confrontée à des choix difficiles entre le coût et la stabilité de ses approvisionnements énergétiques et se mettre du côté des Etats-Unis sur les questions clés ».

Inversement, voici ce que Cohen anticipe : « *Tandis que le prix du pétrole grimpe, on peut sûrement s'attendre à la réapparition de l'audace de la Russie* ». Quel genre d'audace ? En termes géopolitiques, cela signifie une Russie plus affirmée dans la politique mondiale. Cohen a également mentionné l'Inde plus d'une fois, comme perspective inquiétante pour les Etats-Unis.

Lignes de démarcation en Asie du Sud

Avant tout, des pays comme l'Inde, où les Etats-Unis espèrent pouvoir s'ancrer en tant que partenaire stratégique, pourraient choisir d'être autonomes ou « non-alignés », si la Russie réussit à développer des liens énergétiques plus forts avec eux. En ce qui concerne l'Inde en particulier, les implications sont considérables puisque la stratégie étasunienne dans la région Asie-

Pacifique et leur politique d'isolement envers la Chine se trouveraient sérieusement débilitées si Delhi décidait de ne pas y participer.

Chose intéressante, Cohen fait intervenir la Syrie dans ce contexte. Il soutient que la Russie « *cherchait à se réengager dans un équilibre de pouvoir vieux de plusieurs siècles au Moyen-Orient* », et la Syrie – comme l'Inde dans la région Asie-pacifique – est essentielle, raison pour laquelle Moscou reconstruit ses bases navales de Tartous et de Latakiah et y « *achemine des armes modernes* » - comme elle le fait avec l'Inde.

Quatrièmement, la Russie pousse l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS) à être une chasse gardée exclusive, afin de laisser les Etats-Unis hors de portée, notamment, du club énergétique de ce groupe. L'OCS comprend la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Que l'OCS se prépare à admettre l'Inde et le Pakistan comme membres à part entière et l'Afghanistan comme observateur fait enrager les Etats-Unis. Jusqu'à présent, les USA comptaient sur les réserves de la Russie et de la Chine vis-à-vis de l'adhésion du Pakistan et de l'Inde, mais le fait que Moscou et Pékin aient revu leur position à cet égard a tiré la sonnette d'alarme à Washington.

Moscou est en train de déborder les Etats-Unis en construisant rapidement des liens avec le Pakistan. Un vecteur crucial dans cette relation qui s'accélère est la coopération en matière d'énergie. Moscou a commencé à discuter avec le Pakistan des détails pratiques de sa participation dans le projet du gazoduc TAPI (Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde).

Ces pays restaurent leurs liens aériens, ils ont tenu deux réunions au sommet en l'espace d'un an et ont commencé à coordonner étroitement leur approche à la stabilisation de l'Afghanistan (ce qui fait partie intégrante de la mise en œuvre du TAPI). Incidemment, le représentant spécial de la Russie pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov (l'as des as du Kremlin sur l'Afghanistan), s'est rendu à Islamabad la semaine dernière pour des entretiens approfondis.

La portée de l'approche russe est d'accroître l'autonomie stratégique du Pakistan afin qu'il puisse résister aux intimidations de Washington. Et Moscou estime que le Pakistan est chaud pour rendre la pareille. Ainsi que l'éminent spécialiste russe de l'Asie du Sud, Andrei Volodin, l'a écrit la semaine dernière, « *La visite d[un Président pakistanais] Asif Zardari en Russie a montré que le Pakistan est en train de diversifier activement ses liens économiques avec l'étranger et sa politique étrangère. Cette attitude est bien accueillie par l'allié principal et indéfectible du Pakistan, la Chine, qui poursuit une politique d' "isolement inversé en douceur" de l'Amérique en Asie, y compris au Pakistan.* »

Finì le rêve d'un pipeline turkmène !

Donc, l'initiative russo-chinoise d'incorporer le Pakistan et l'Inde comme membres à part entière de l'OCS entretient la perspective d'asséner un coup dévastateur à la stratégie étasunienne de pouvoir « s'ancrer » en Asie. Le fondement du quadrillage énergétique régional, puisant dans les réserves énergétiques du Turkménistan, confère un caractère profond à cette matrice.

Le fait est que les Etats-Unis ont toujours dit qu'ils étaient favorables au TAPI, mais leur véritable intérêt se trouvait dans ce que l'on appelle le Corridor Sud pour transporter l'énergie turkmène vers l'Europe occidentale, afin de réduire la domination russe sur le marché européen.

La Russie fait d'une pierre deux coups. En détournant le gaz turkmène vers les énormes goinfres d'Asie du Sud – l'Inde est potentiellement l'un des deux ou trois futurs plus gros consommateurs d'énergie dans les décennies à venir – Moscou sape, d'un côté, la stratégie énergétique eurasiennne des Etats-Unis consistant à évacuer le gaz vers l'Europe, tout en maintenant simultanément sa position dominante sur le marché énergétique européen qui aurait pu être défiée par le gaz turkmène.

Depuis le début, le gros point d'interrogation sur le TAPI était double. D'abord, il y avait un doute concernant les réserves énergétiques du Turkménistan. Cependant, la confirmation par le cabinet d'audit Gaffney, Cline & Associates, la semaine dernière, que le Turkménistan était assis sur le deuxième plus gros champ gazier du monde – le Yolatan Sud – a complètement changé la donne. (Le Président afghan Hamid Karzaï s'est envolé à toute vitesse vers Achgabat dès qu'il a eu vent de cette information.) Le vaste champ gazier de Yolatan Sud couvre une surface d'environ 3.500 kilomètres carrés – plus grande que le Luxembourg – et, ainsi que l'a formulé un des directeurs de l'auditeur britannique, « *le champ de Yolatan Sud est tellement grand qu'il peut accueillir plusieurs développements en parallèle.* »

Bref, le Turkménistan a la capacité prouvée de répondre aux besoins énergétiques de la Chine, de l'Inde et du Pakistan pour de nombreuses décennies à venir, et il lui resterait encore des surplus à exporter vers la Russie. Cette perspective est un choc pour la stratégie étasunienne, si se réalise finalement ce que l'on appelle « le club énergétique de l'OCS », une idée lancée en 2005, un peu en avance, par l'ancien président russe, Vladimir Poutine.

Par conséquent, tout ce qui suit a également une « dimension énergétique » immensément importante : les diplomaties énergiques russe et chinoise déployées sur le Pakistan, en vue d'encourager celui-ci à changer de paradigme dans sa politique afghane ; l'impatience croissante des Etats-Unis vis-à-vis de « l'esprit récalcitrant » du Pakistan ; l'enthousiasme de l'OCS à être impliquée dans la stabilisation de l'Afghanistan ; l'insistance des Etats-Unis sur le fait qu'ils doivent avoir des négociations directes avec les Taliban plutôt qu'à travers un processus de paix « mené par les Afghans » ; la pression exercée par Washington en vue d'établir une présence militaire à long terme en Afghanistan ; la précipitation de la Russie et de la Chine à faire monter à bord l'Inde et le Pakistan en tant que membres de l'OCS ; les ouvertures des Etats-Unis en direction de l'Inde, avec un partenariat que le Secrétaire US à la Défense Robert Gates a décrit, la semaine dernière dans un discours prononcé à Singapour lors d'une réunion régionale de ministres de la défense (dont les ministres chinois, russe et indien), comme étant le « *pilier indispensable de la stabilité en Asie du Sud et au-delà* » ; et, l'affirmation de Gates de l'engagement des Etats-Unis à une présence militaire « *forte* » et « *accrue* » en Asie, en particulier dans le Déroit de Malacca.

Cohen est un expert sur la Russie, mais il a mentionné l'Asie Centrale plus d'une fois lors de son audition parlementaire et il a porté ostensiblement l'attention des parlementaires américains sur le fait que la Russie essayait de « *faire sortir les Etats-*

Unis d'Asie Centrale » et qu'elle « limitait avec succès la participation étasunienne dans les nouveaux projets énergétiques de la Caspienne, l'excluant du club énergétique de l'OCS ».

Isoler la superpuissance de l'énergie

Dans son audition parlementaire, l'ambassadeur Morningstar est resté dans le décorum diplomatique et a nettement éludé la géopolitique, s'attachant à une présentation détaillée de la stratégie énergétique eurasienne des Etats-Unis, qu'il a présentée comme un mélange de continuité de l'ère de George W. Bush, imprégnée des nouvelles réalités. Les principaux vecteurs de la stratégie étasunienne peuvent être identifiés ainsi :

- L'intention des USA d'être profondément impliqués dans la sécurité énergétique européenne n'est jamais mise en doute, puisque « *'Europe est notre partenaire sur un certain nombre de questions globales, de l'Afghanistan à la Libye et au Moyen-Orient, et des droits de l'homme au libre échange.* »
- Les Etats-Unis travailleront pour la « *diversification du mix énergétique* » de l'Europe, tant en termes de sources d'approvisionnement et de voies de transport que de diversité des consommateurs, tout ceci avec une *focalisation sur les technologies alternatives et renouvelables et autres technologies d'énergie propre, ainsi qu'une efficacité énergétique accrue*. (Les Etats-Unis pénètrent le marché européen comme gros exportateur de gaz de schiste, concurrençant le gaz naturel russe.)
- L'objectif des Etats-Unis est d'encourager l'Europe à développer une « *stratégie énergétique équilibrée et diversifiée avec de multiples sources d'énergie et de multiple voies d'approvisionnements vers son marché* ». (Comprendre : réduire la dépendance vis-à-vis de la Russie, qui fournit actuellement un-tiers des besoins énergétiques de l'Europe.)
- Les Etats-Unis encourageront et aideront les pays d'Asie Centrale et de la Caspienne à « *trouver de nouvelles routes vers ces marchés* ». (Comprendre : contourner le territoire et les pipelines russes.)
- Les Etats-Unis pousseront à la privatisation du secteur de l'énergie et, à cette fin, ils « *créeront le cadre politique* » dans l'espace post-soviétique, au sein duquel « *les entreprises et les projets commerciaux peuvent prospérer* ».
- L'engagement de l'administration Obama à ce que l'on appelle le Corridor Sud – pour acheminer le gaz naturel de la Caspienne vers l'Europe via Turquie et « *potentiellement d'autres sources [d'énergie] au-delà des frontières européennes du sud-est* » - est identique à l'engagement des précédentes administrations US de Bill Clinton et de Bush. Les Etats-Unis encourageront activement les trois consortiums européens de pipelines – les groupes Nabucco, ITGI et TAP – et sont « *confiants dans le fait qu'un Corridor Sud commercialement viable sera réalisé. Les décisions d'investissement pour rendre cela possible devraient seront prises d'ici à la fin de l'année.* »
- Washington porte une attention particulière pour encourager le Turkménistan à devenir un fournisseur majeur de gaz pour l'Europe via le Corridor Sud.
- Les Etats-Unis soutiendront l'intégration des Etats Baltes dans le marché énergétique européen, afin que ceux-ci ne restent pas vulnérables aux approvisionnements et/ou à la pression politique russes.
- Les Etats-Unis défieront les efforts de la Russie à obtenir un monopole sur le secteur énergétique de l'Ukraine.
- L'Europe devrait développer un marché unique de l'énergie afin que la sorte de relations bilatérales qui se développent entre l'Allemagne et la Russie, l'Italie et la Russie ou la France et la Russie ne se réalisent pas.
- L'Europe devrait se focaliser plus sur le développement de gaz de schiste, qui peut être un substitut au gaz russe.
- L'Europe devrait prendre des initiatives pour « *séparer les fonctions de distribution et d'approvisionnement des entreprises d'énergie* » afin que les efforts de la société russe monstre Gazprom pour pénétrer les activités en aval puissent être bloquées. C'est le cœur du continent eurasien, idiot !

La stratégie énergétique eurasienne des USA est presque entièrement conçue pour « *contenir* » le rôle prééminent de la Russie de fournisseur d'énergie pour l'Europe et sa vaste influence sur les pays producteurs d'énergie d'Asie Centrale et de la Caspienne. Cohen a parlé du futur rôle de l'OTAN qui assurera la sécurité des pipelines non-russes, mais il n'est pas surprenant que Morningstar n'ait pas creusé cette idée controversée, qui a été soulevée en premier par l'administration Bush. Ce qui est du plus grand intérêt est que Morningstar n'a pas dit un seul mot sur la possibilité que le Turkménistan ou la région d'Asie Centrale approvisionne en énergie la région de l'Asie du Sud, bien que les diplomates étasuniens qui se rendent à Delhi prétendent infailliblement avoir un vif intérêt dans le TAPI. Ce qui émerge est que les Etats-Unis sont focalisés à 100% sur la sécurité énergétique de l'Europe – comment développer ses approvisionnements depuis la Caspienne, l'Asie Centrale et les régions moyen-orientales – et ils disent être favorables au TAPI.

Il est clair que la réunion au sommet de l'OCS, programmée pour se tenir au Kazakhstan la semaine prochaine, devient une occasion historique pour la géopolitique de l'énergie. Les auditions parlementaires américaines de la semaine dernière ont été opportunes. Les Etats-Unis appréhendent un changement de paradigme dans la dynamique de la puissance de l'Asie. Jusqu'à présent, les probabilités s'accroissent fortement contre les Etats-Unis, alors que la Russie et la Chine redessinent leur politique en Asie du Sud, laquelle a pour but d'harmoniser leurs liens avec le Pakistan et l'Inde au sein du parapluie de l'OCS.

Un des plus grands spécialistes chinois, Yan Xuetong, le directeur de l'Institut des Etudes Internationales de l'Université de Tsinghua, a déclaré lors d'un récent séminaire de l'Institut des Etudes Asie-pacifique, une branche de l'Académie Chinoise des Sciences Sociales :

Si nous pouvons établir des relations avec nos voisins comme nous le faisons avec les pays de l'OCS, nous parviendrons à accélérer la cadence. La création de l'OCS dans les années 90 a été largement reconnue comme l'un des coups diplomatiques les plus réussis de la Chine. Le but de la création de l'OCS est de défier l'objectif stratégique américain d'étendre la brèche militaire [qu'ils ont ouverte] en Asie Centrale.

Elle [l'OCS] a mis à mal l'intention de l'Amérique de faire de l'Asie Centrale sa sphère d'influence militaire. Avec l'OCS, les relations de la Chine avec les pays de la région ont été largement améliorées. Afin d'établir des relations du type OCS avec ses voisins, la Chine doit [...] établir des partenariats stratégiques infaillibles avec eux. Sinon, il sera impossible pour la Chine d'avoir plus et de meilleures relations amicales internationales que l'Amérique.

En effet, la fin de partie en Afghanistan inspire les diverses pistes de la géopolitique de l'Eurasie, de l'Asie Centrale et de l'Asie du Sud, dont certaines, qui sont parfois dormantes, parfois visibles ou pas si visibles, commencent à converger. Mais le point central est l'Eurasie.

En effet, Sir Halford John Mackinder (1861-1947), le grand géographe britannique et diplomate expert, qui est considéré comme l'un des pères fondateurs des sujets ésotériques de la géopolitique et de la géostratégie, a basé sa célèbre théorie du *Cœur des continents* en partant du principe que l'Eurasie reste le cœur de la politique internationale. Curieusement, lorsque Prométhée a eu le foie dévoré quotidiennement par l'aigle de Jupiter – lequel se régénèrait la nuit –, il était également enchaîné à un rocher dans le Caucase.

M. K. Bhadrakumar

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Soviétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

Asia Times Online, le 10 juin 2011

article original : "US breathes life into a new cold war"

http://atimes.com/atimes/Central_Asia/MF07Ag01.html

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Etats-Unis_Russie_guerre_froide_strategie_energetique_Asie_Centrale_100611.htm

2 Annexe

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Manlio Dinucci : La montre des dépenses militaires.

Rubrique : L'art de la guerre

Imaginez que vous avez au poignet une montre digitale qui n'indiquerait pas seulement les minutes et les heures, mais les chiffres des dépenses militaires de minute en minute et d'heure en heure. Vous pouvez ainsi voir qu'en Italie on dépense en argent public, dans le secteur militaire, plus de 50 mille euros à la minute, 3 millions à l'heure, 76 millions par jour. Ce qui équivaut à environ 27 milliards d'euros (38 milliards de dollars) en une année. La montre est réglée sur les dernières données du Sipri (le réputé institut international dont le siège est à Stokolm), relatives à la dépense militaire de 2010. On peut voir la dépense mondiale sur un autre cadran : on dépense dans le monde à des fins militaires plus de 3 millions de dollars par minute, 186 millions par heure, 4,5 milliards par jour. Ce qui équivaut à 1.630 milliards de dollars en une année. Calculée nette d'inflation, la dépense militaire mondiale en 2010 dépasse de 50% celle de 2001. Dans le classement des pays qui dépensent le plus, les Etats-Unis se trouvent nettement au premier rang avec environ 700 milliards de dollars annuels, équivalant à 43% de la dépense mondiale. Suivent la Chine, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, le Japon, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, l'Inde et l'Italie. Ces dix pays totalisent les trois quarts de la dépense militaire globale des 171 pays recensés par le Sipri. Toutes ces données peuvent se lire sur la montre spéciale, que tout gouvernant devrait porter au poignet. Le premier exemplaire de ces montres (avec gravé sur le boîtier en or massif « *God Don't Bless America* ») devrait être donné au président des Etats-Unis pour lui rappeler que, si en 2010 la dépense militaire mondiale a augmenté en termes réels de 20 milliards de dollars par rapport à 2009, ceci est dû presque entièrement à la croissance de la dépense militaire étasunienne. Si une telle somme avait été épargnée, on aurait pu recueillir les 20 milliards de dollars qu'Obama et les autres leaders, au Summit G8 de L'Aquila en 2009, avaient promis mais jamais donnés, pour combattre la faim dont est victime dans le monde plus d'un milliard de personnes.

En Italie, c'est avant tout le président de la république, le président du conseil et les membres du gouvernement qui devraient recevoir la montre, dans une série spéciale dédiée au centenaire de la première guerre de Libye (*le 5 octobre 1911 les troupes italiennes débarquèrent à Tripoli, NdT*), particulièrement significatif aujourd'hui alors que l'Italie est engagée dans la seconde guerre coloniale en Libye. Cette même montre, avec gravé sur le boîtier « *Souviens-toi que l'Italie répudie la guerre* » (Article 11 de la Constitution italienne : « *L'Italie répudie la guerre comme mode de solution des controverses internationales* », NdT), devrait être donnée aussi aux parlementaires. En particulier aux rangs bipartisans qui attribuent cette année 800 millions d'euros d'argent public pour la guerre en Afghanistan (après y avoir déjà dépensé plus de 3 milliards), auxquels s'ajoutent plus de 100 millions par mois pour la guerre de Libye. Ce serait bien que cette montre soit aussi portée par les hommes politiques et les syndicalistes qui, tandis qu'ils se plaignent de la pression fiscale et de la rareté des fonds pour les dépenses sociales, oublient que chaque année l'Italie dépense dans le militaire l'équivalent d'une grosse loi de finances et qu'on trouverait les sous pour les dépenses sociales si on avait la volonté de réduire la dépense militaire. Ce serait important que tous les citoyens portent cette montre. Ils verraient ainsi que la dépense militaire d'une seule journée équivaut aux salaires annuels bruts de 3 mille enseignants ou autres travailleurs. Et ayant vu « *quelle dépense il est* », ils diraient qu'il est temps d'en finir.

Manlio Dinucci

Edition de mardi 17 mai 2011 de

il manifesto

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

<http://www.ilmanifesto.it/area-abbonati/in-edicola/manip2n1/20110517/manip2pg/14/manip2pz/303302/>

2-2 Robert Bibeau : Grandeurs et Déchéance des «Conspirationnistes».

BILDERBERG vous observe ! Observez-vous BILDERBERG ?

Deux fois sur le métier remettez votre ouvrage (1). Il y a quelques mois le blogue *Infowars*, s'inspirant de la revue *The Economist* a donné une poussée d'adrénaline aux « conspirationnistes » et aux théoriciens du complot universel.

Dans un article signé Steve Watson, *Infowars* annonçait avoir découvert le centre dirigeant « secret » du nouveau gouvernement mondial, de la superclasse des « globocrates », rien de moins. À notre insu, cette « élite cosmopolite » mondiale serait à mettre au point l'histoire future de l'humanité sans nous le dire, sans nous consulter, sans même nous demander de voter ! Pourtant, cette conspiration mondiale nous concerne tous.

C'est pourquoi, après avoir longuement hésité, nous prenons la responsabilité de vous dévoiler ce « secret » éventé.

« Un article plutôt étrange dans *The Economist* d'aujourd'hui parle de cette structure de pouvoir, et loin de la considérer comme une théorie du complot, réaffirme simplement le fait que « l'élite cosmopolite » se réunit lors de ces rassemblements et clubs secrets pour façonner le monde dans lequel la « superclasse » désire vivre. » (2).

Est-il utile de revenir à la charge contre la manie « conspirationniste » et les thuriféraires des mystérieux Clubs secrets qui, comme chacun sait, dirigent la planète ? Vous connaissez déjà plusieurs de ces organisations « secrètes et mystérieuses » dont les *Francs Maçons*, *l'Opus Dei*, la *Cosa Nostra*, la *mafia*, la *CIA* et le *Mossad* sont des franchisés ?

Vous aviez cru que j'oublierais le lobby sioniste mondial et l'*AIPAC*, le côté sombre de la force et l'Étoile noire, *BILDERBERG*, le *Council on Foreign Relations*, la *Commission trilatérale* et le *Carnegie Endowment* ? Vous vous trompiez, je sais que tout origine de là, selon la mystique conspirationniste.

Comprenons-nous bien. Je ne réfute ni ne méprise ici ces gens qui se questionnent à bon droit à propos de l'incohérence des multiples versions officielles de certains faits troublants. L'assassinat extra judiciaire d'Oussama Ben Laden, pour lequel le récit de la Maison Blanche a changé à quelques reprises en moins de quarante huit heures, est certainement un cas d'espèce qui mérite notre suspicion. Qu'avaient-ils donc à cacher pour ainsi mentir de façon répétée (3) ?

En société impérialiste, deux classes sociales internationalistes s'affrontent et forgent l'histoire. **La classe du grand capital** (et ses hommes politiques à leur solde) gère l'économie et la politique et trace les événements au jour le jour par leurs guerres de rapine, leurs exportations de capital financier, leurs spéculations boursières, leurs délocalisations industrielles et l'exploitation quotidienne des autres classes sociales.

Dans chaque pays impérialiste, de temps à autre la classe capitaliste, divisée entre ses différentes factions concurrentes (financière, services et communication, foncière, commerciale et industrielle) demande à la population de choisir quelle section de leur classe aura le privilège de gérer l'État national, de légiférer, d'administrer la justice, les forces répressives et les immenses budgets et ainsi d'enrichir en priorité son segment particulier par rapport aux autres segments de leur classe ; ce sont les campagnes électorales dites « démocratiques » dont les opportunistes, les gauchistes et les sociaux-démocrates de tout poil sont si friands.

Tout cela concourt à tracer les marques de l'histoire sur le paysage urbain et rural. Chaque jour **la classe ouvrière et ses alliés** (travailleurs des services et des municipalités, travailleurs des communications, étudiants, retraités, agriculteurs, artisans) marquent l'histoire par ses résistances sur le front économique, ses grèves, ses manifestations, et par moment, par ses **batailles sur le front politique**, ses révoltes et ses insurrections qui tournent parfois à la révolution avortée ou victorieuse, c'est selon (4).

La petite-bourgeoisie, particulièrement son contingent intellectuel, observe l'action de ces **deux classes antagonistes**, décrit et analyse ces mouvements mais n'en constitue jamais le moteur, ni même l'acteur principal. **De cette praxis passive de la petite-bourgeoisie surgissent ses tendances « conspirationnistes »** sur lesquelles je reviendrai dans quelques instants. Auparavant, j'aimerais présenter davantage cet acteur secondaire de la scène historique et politique. **La petite-bourgeoisie**, particulièrement son segment intellectuel, renie ses intérêts de classe et vend ses services au grand capital. **La petite-bourgeoisie a pour mission soit d'amuser et de distraire le peuple de sa misère ; soit de tout assombrir, de forger des leurres, d'imaginer des contes d'horreur, de mystifier, d'argumenter, de désinformer, d'occulter, de psamoldier des cantiques à la gloire des riches et d'expliquer aux révoltés l'immense puissance de leurs seigneurs invincibles (la super classe – l'élite cosmopolite – les globocrates dont nous discourions auparavant !), omnipotents et omniscients.**

La petite-bourgeoisie culpabilise le peuple aussi pour son ingratitude, sa mesquinerie, son ignorance, sa bâtardise, sa couardise, sa paresse, sa désobéissance civile et ses révoltes « injustifiées », et surtout ses soulèvements inutiles et futiles. Voilà le grand objectif de la mystification «conspirationniste».

Pour sa peine cette couche sociale (la petite-bourgeoisie frustrée) reçoit honneur, salaires plantureux, postes prestigieux et gloire médiatique éphémère... jusqu'à ce que la crise économique s'abatte sur elle et qu'elle amorce un processus de paupérisation accélérée, de quoi la terrifier... (vous questionnez la petite-bourgeoisie d'Argentine). Ce sont les stars des médias, les idéologues patentés des think tanks bien pensants, certains professeurs d'universités, comme la star américaine de « gauche », l'anarchiste *Noam Chomsky*, les chercheurs et les experts de tout poil qui meublent nos heures d'écoute de leur babillage feutré (5).

Un autre segment de cette classe sociale renie également ses intérêts de classe pour **se mettre au service de la classe ouvrière**. Ici, pas de salaires indécents, ni de gloire même passagère ; l'adversité est assurée et les week-ends ne se passent jamais sur le voilier de Bolloré.

Pour la première catégorie de ces « bobos », ce ne sont jamais « les classes sociales » (un concept démodé depuis la fin de l'histoire !), ce ne sont jamais les peuples, ni même les nations, encore moins les ouvriers qui **forment l'historicité mais un état major secret, transnational, formé d'une élite, une superclasse « globocrate »** immensément riche et puissante, aux intérêts harmonieux, complaisants qui décide bon an mal an de tout ce qui se passe sur la planète. Une révolte éclate en Égypte, le Pentagone avait tout prévu et manipule les blogueurs en sous-main, de même en Tunisie, en Syrie ou en Libye (le

porte-avion Abraham Lincoln était parti dans la mauvaise direction vers la Mer D'Oman, qu'à cela ne tienne, la conspiration patentée est tout de même accréditée). Les événements du 9/11 ont été une vaste conspiration pour justifier des guerres de rapine contre l'Irak, l'Afghanistan et voter le *Patriot Act*. etc.

La revue *The Economist* adore ces propagandistes qui colportent de telles idées sur la puissance invincible de ces financiers et l'impossibilité pour les peuples du monde de se libérer **puisque même les libérateurs font secrètement partie de la conspiration**. *The Economist* les nourrit régulièrement de ragots afin d'alimenter leur fantasme et leur propagande débridée.

« L'article (*The Economist*) décrit le *BILDERBERG* comme « **une conspiration malfaisante ayant comme objectif la domination du monde** », et affirme ensuite que oui effectivement, le groupe maîtrise réellement les événements de ce monde. » (6) (Il ne semble pas contrôler les événements de l'au-delà ! NDLR).

Comprenez-moi bien. À n'en pas douter toutes ces organisations et ces clubs sélects existent réellement et s'activent à poursuivre leurs destinées maléfiques mais ils ne parviennent pas à diriger mécaniquement le monde et à orienter durablement le cours de l'histoire. Pourquoi ? L'histoire de l'humanité est jalonnée de secrets, de complots, de collusions et de conspirations, mais aussi de trahisons, de retournements d'alliances, d'abnégations, d'héroïsme, d'insurrections et de révolutions parfois avortées, parfois victorieuses, mais toujours incontrôlées et incontrôlables par ces protagonistes.

Le système économique impérialiste est un mode anarchique de production et de commercialisation des marchandises et des services et il est totalement faux de prétendre qu'un Club élitiste de « globocrates » aurait planifié la crise financière de 2008, ou qu'il planifiera le prochain Crash boursier.

« Bien entendu, toute personne qui suit de près l'activité de ces groupes d'élite vous dira qu'ils n'ont pas été tout à fait pris au dépourvu et étaient pleinement conscients du fait que la crise était soigneusement préparée en 2006. » (8).

Que des économistes aient prédit dans un avenir quelconque que le système boursier spéculatif érigé sur des prêts hypothécaires – subprimes – non solvables et sur la fraude d'une pyramide boursière à la Ponzi illégale et illégitime allait s'effondrer d'un jour à l'autre, ça oui, c'est totalement véridique.

D'ailleurs, ils furent nombreux à le prédire et ils sont encore nombreux à prédire la prochaine crise puisqu'ils traînent encore 260 000 milliards de dollars de ces produits dérivés (actifs fictifs non adossés à des valeurs réelles) en circulation sur les bourses du monde (9).

Serons-nous accusé d'être associé à *BILDERBERG* puisque nous annonçons aujourd'hui en primeur, sans l'ombre d'un doute, qu'il y aura une prochaine crise économique mondiale plus sérieuse encore que celle de 2008, qui sera suivie d'une autre crise économique encore plus grave... L'impérialisme c'est la crise, l'impérialisme c'est la guerre. Un révolutionnaire l'a écrit il y a un siècle et chaque jour l'histoire lui donne raison. Cela fait-il de lui le chef des «conspirationnistes» ? Évidemment non.

La prochaine crise économique ne sera pas la conséquence d'une conspiration ourdie et planifiée par *BILDERBERG* mais le simple résultat des lois capitalistes de la recherche du profit maximum et de la baisse tendancielle des taux de profit qui a toujours réglé le développement de l'économie impérialiste anarchique depuis son origine et il en sera ainsi jusqu'à la déchéance de ce système économique anarchique.

Je vous rassure tout de suite, le 11 septembre a bien eu lieu et trois gratte-ciel se sont effectivement effondrés à New-York ! L'enquête gouvernementale américaine sur ces événements a été bâclée et c'est troublant de constater que ceux qui devaient éclairer les Américains sur ces événements ne l'ont pas fait. Nous ne savons pas pourquoi ils ont manqué à leur devoir, et nous savons aussi que les autorités américaines ont exécuté Ben Laden récemment afin de s'assurer que nous ne saurions jamais « la vérité vraie » sur ces événements. De là à penser que Georges W. Bush a été assez malin pour exterminer quelques milliers d'Américains pour ensuite se retourner et imposer le *Patriot Act* et se lancer en guerre au Moyen-Orient, voilà un pas que nous refusons de franchir.

Pour deux raisons ; la première étant qu'un tel complot avec tout ce que cela suppose de complicités, de témoins, de faux-coucheurs, de parasites trop heureux de faire du fric en racontant tout de la conspiration nous détermine à penser que même Bush savait qu'un tel complot serait vite éventé. La deuxième raison en est, et n'en déplaise aux « conspirationnistes », Georges W. Bush et l'Amérique des riches n'avaient absolument pas besoin des événements du 9/11 pour se lancer en guerre contre l'Afghanistan. Ils l'ont prouvé lors des deux attaques contre l'Irak de Saddam Hussein ; dans l'attaque contre la Libye et un président américain le prouvera éventuellement lors d'une guerre contre l'Iran.

Les États-Unis ont envahi vingt sept (27) pays depuis les années cinquante environ et n'ont pas pour autant détruit une partie de leurs infrastructures civiles pour justifier chacune de ces agressions. Les « conspirationnistes » mettent l'accent uniquement sur un versant de la contradiction inter- impérialistes et de la contradiction capital contre travail et nient qu'une contradiction dialectique se nourrit de la convergence de nombreuses forces divergentes (vieilles puissances impérialistes vis-à-vis puissances impérialistes montantes, repartage des marchés et des sources de matières premières, collusion pour réprimer les révoltes populaires, et ouvrières, etc.).

Les riches qui financent ou dirigent ces comités, organisations et officines pseudo secrètes sont à la fois complices entre eux, et en cela ils tentent de se coordonner pour agresser les peuples, leurs ennemis, mais ils sont tout aussi puissamment adversaires, et en cela ils s'entretuent ou se trahissent chaque fois que l'un d'entre eux espère gagner du pouvoir, de la puissance et du capital, arracher des marchés à son concurrent ou s'approprier de nouvelles sources de matières premières. Les classes sociales, les peuples et les nations ne suivent pas docilement le scénario qu'on leur assigne et les penseurs des think tanks de la superclasse des « globocrates » de *BILDERBERG* savent très bien que l'on ne peut prédire ce que fera une foule d'ouvriers ou de va-nu-pieds une fois lancée contre la citadelle du pouvoir.

La guerre civile au Liban a entraîné la création du Hezbollah armé, la trahison d'Oslo a amené la création du Hamas armé, la guerre civile au Népal a renforcé le parti communiste révolutionnaire armé, la révolution en Iran a chassé le Shah et arraché un grand pays armé de la sphère d'influence américaine, les soulèvements arabes ont bouleversé la donne au Moyen-Orient et obligé les États-Unis à repenser leurs alliances. L'Amérique du Sud, leur chasse gardée depuis la doctrine Monroe, leur glisse d'entre les mains, les Talibans armés sont en train de les chasser du sol afghan. L'Irak, la Somalie et Haïti sont ingouvernables. Le Pakistan dérive dangereusement et pourrait à tout moment quitter la sphère d'influence américaine. Le

peuple islandais semble déterminé à nationaliser tout ce que les gouvernements précédents avaient privatisé. Le peuple cubain armé résiste depuis 60 ans aux complots des Kennedy et suivants. La Chine, la puissance impérialiste montante, érige l'Alliance de Shanghai en collaboration avec la Russie, et ensemble ils se préparent à affronter la première puissance mondiale déclinante et son bloc transatlantique. Une troisième guerre mondiale, atomique, pourrait en résulter.

BILDERBERG l'aura-t-il planifié, souhaité, désiré ?

Tant d'exemples prouvent que ni l'AIPAC, ni *BILDERBERG*, ni la superclasse globocrate, cosmopolite, super élite, ne contrôlent la marche du temps ni celle de l'histoire, pas plus que le tic tac de l'horloge n'en constitue le ressort, ou que la mouche du coche ne fait avancer l'attelage. Plus souvent qu'autrement ces gens mènent des batailles d'arrière-garde pour limiter les dégâts là où et quand ils le peuvent et très souvent ils ne le peuvent pas (10).

(1) Robert Bibeau. <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article111384>

(2) <http://www.internationalnews.fr/article-selon-the-economist-de-puissantes-elites-globocrates-controlent-les-evenements-il-ne-s-agit-pas-d-une-conspiration-65797772.html> <http://infoguerilla.fr/?p=7803>

(3) <http://www.centpapiers.com/la-theorie-de-la-%c2%ab-theorie-du-complot-%c2%bb/70328> et aussi <http://www.michelcollon.info/L-assassinat-extrajudiciaire-de.html>

(4) Robert Bibeau. <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=23776>

(5) <http://www.slate.fr/story/38041/chomsky-ben-laden-11-septembre-delire>

(6) <http://infoguerilla.fr/?p=7803>

(7) <http://infoguerilla.fr/?p=7803>

(8) Robert Bibeau. <http://www.agoravox.fr/actualites/international/article/etats-unis-chine-la-grande-87177>

(9) <http://www.robertbibeau.ca/palestine/edito10-08-2010.html>

(10) Les théories du complot. <http://bellaciao.org/fr/spip.php?article117125>

Salutations cordiales

Robert Bibeau

25.05.

<http://www.centpapiers.com/grandeurs-et-decheances-des-%c2%ab-conspirationnistes-%c2%bb/71279> *

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

3 Annexe

3-1 Bill Van Auken : Les guerres sans fin de Washington.

[Internationalnews](#)

[WSWS](#) 16 juin 2011

L'armée américaine est en train de mener simultanément des campagnes d'attaque de missiles par drones, des bombardements, des opérations à des fins d'assassinats par les forces spéciales et des combats au sol dans cinq pays différents: Irak, Afghanistan, Pakistan, Libye et Yémen.

Le président Barack Obama qui doit en grande partie sa victoire électorale en 2008 à l'écoeurement populaire ressenti par des millions d'Américains à l'égard des guerres d'agression lancées par le gouvernement Bush en Afghanistan et en Irak, a plus que rempli les prédictions de George W. Bush concernant les « guerres du 21ème siècle. »

Il a surpassé son prédécesseur républicain en un point au moins.

Bush avait proclamé une doctrine infâme affirmant que l'impérialisme américain avait le droit de mener une guerre contre tout pays qu'il reconnaissait comme étant, maintenant ou n'importe quand dans l'avenir, une menace potentielle. Il adopta le principe de la « guerre préventive », une forme de guerre agressive pour laquelle les dirigeants du Troisième Reich encore vivants furent jugés à Nuremberg.

En justifiant la guerre contre la Libye, Obama a promulgué sa propre doctrine qui se passe même du prétexte d'une menace potentielle comme justification pour la guerre. Au lieu de cela, il affirme que les Etats-Unis sont dans leur droit de mener une guerre partout où ils jugent que leurs « intérêts et leurs valeurs » sont en jeu même si les objectifs de l'attaque ne représentent aucune menace concevable à la sécurité américaine.

Dans son discours sur la Libye, Obama a inclus parmi les inviolables valeurs américaines le « maintien du flux commercial », c'est-à-dire, le flux de profits dans les caisses des compagnies pétrolières américaines et d'autres grands groupes.

Même au moment où, il y a près de trois mois, des missiles de croisière pleuvaient sur la Libye, Obama avait cyniquement fait valoir que Washington avait lancé la guerre par crainte qu'une répression menée par le gouvernement libyen du colonel Mouammar Kadhafi éteindrait « le printemps arabe. »

Quelle hypocrisie! La véritable attitude de Washington à l'égard des aspirations démocratiques des peuples du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord s'est traduite sans ambiguïté dans une série d'actions survenues ses derniers jours.

Obama a accueilli à la Maison Blanche le prince héritier du Bahreïn, une dictature monarchique qui, avec le l'appui tacite des Etats-Unis et le soutien militaire ouvert du principal allié de Washington dans la région, l'Arabie saoudite, a impitoyablement réprimé un mouvement de masse en faveur de droits démocratiques, tuant des centaines de personnes, en emprisonnant des milliers d'autres et en torturant systématiquement les détenus.

Le prince est arrivé quelques jours à peine après que le régime eut ouvert un procès militaire contre des médecins et des infirmiers. Interpellés pour avoir traité des manifestants blessés par des forces de sécurité, ces travailleurs médicaux ont été contraints, à l'aide de chocs électriques et de bastonnades avec des planches pourvues de clous, de signer de faux témoignages.

Dans un communiqué officiel, Obama a « réaffirmé le ferme engagement des Etats-Unis à l'égard du Bahreïn » – dont le régime abrite la cinquième flotte américaine – en louant son monarque pour avoir embrassé le « dialogue » et la « réforme ».

Le président américain a généreusement conseillé que « l'opposition et le gouvernement » – les torturés tout comme les tortionnaires – « doivent trouver un compromis pour forger un avenir juste pour tous les habitants du Bahreïn. » Le New York Times a révélé que de l'autre côté de la péninsule arabe, les Etats-Unis « étaient en train d'exploiter un vide grandissant du pouvoir » créé par cinq mois de soulèvement de masse contre la dictature au Yémen, le pays le plus appauvri de la région, soutenue par les Etats-Unis pour y lancer une nouvelle guerre en recourant à des frappes de missiles tirés depuis des drones et à des attaques d'avions de combat.

Tout en étant prétendument dirigées contre des éléments d'Al Qaïda, tout indique que les attaques visent à sauver le régime du président Ali Abdullah Saleh, et ce tout en facilitant le départ du dictateur d'une présidence qu'il avait occupée durant 33 ans.

La première frappe relatée dans ce nouveau théâtre de guerre débutée par le Pentagone a tué au moins quatre civils ainsi que plusieurs prétendus « militants. »

En Libye, la guerre Etats-Unis/OTAN touche à la fin de son troisième mois avec une intensification des bombardements incessants menés pour terroriser et qui ont coûté la vie à des centaines de civils et à un nombre incalculable de soldats libyens. Washington et ses alliés européens ne cachent pas leur véritable objectif, qui est un « changement de régime », dans cette guerre lancée sous le prétexte cynique de protéger des civils, c'est-à-dire la mise en place d'un Etat fantoche garantissant la domination de l'impérialisme et des principales compagnies pétrolières occidentales.

C'est cela la véritable réponse de l'impérialisme américain au « printemps arabe » – une explosion du militarisme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une tentative désespérée d'étayer les dictatures servant ses intérêts dans la région, et une détermination à étrangler les luttes révolutionnaires des travailleurs et de la jeunesse arabe.

Ces nouvelles interventions militaires s'ajoutent aux guerres et aux occupations qui durent déjà depuis une décennie en Afghanistan et en Irak et qui, comme il apparaît de plus en plus clairement, doivent continuer indéfiniment.

Lors d'une audience de confirmation jeudi devant le Sénat, le directeur de la CIA, Leon Panetta, choisi par Obama pour remplacer le chef du Pentagone sortant, le secrétaire à la Défense Robert Gates, a reconnu qu'il était « tout à fait persuadé » que le régime en Irak réclamerait prochainement que Washington maintienne des milliers de soldats américains sur le sol irakien après la date butoir du retrait des troupes, le 31 décembre 2011.

Panetta a clairement fait comprendre que Washington veut maintenir les troupes en lieu et sur place « pour s'assurer que les gains que nous avons fait en Irak soient maintenus. » Le fait que la grande majorité de la population irakienne pour qui l'occupation américaine a signifié la mort, la mutilation et le déplacement de millions de gens, veut que les 47.000 soldats américains quittent maintenant le pays est hors de propos.

L'homme que Panetta remplacera, le secrétaire à la Défense Gates, a souligné à maintes reprises au cours de ces derniers jours que la date butoir de juillet 2011 qu'Obama avait fixée pour le retrait d'Afghanistan ne devrait entraîner aucune réduction significative du déploiement des quelque 100.000 soldats américains.

Après la réunion du week-end avec les commandants militaires en Afghanistan, Gates a fait remarquer que tout retrait serait « modeste » en disant à Bruxelles aux ministres de la Défense de l'OTAN qu'il « n'y a aucune urgence de notre part pour un retrait. » Entre-temps, de nouvelles atrocités sont commises chaque semaine avec des victimes civiles causées au-delà de la frontière pakistanaise par des bombardements, des raids nocturnes menés par les forces spéciales et des attaques de missiles par drones.

Les travailleurs, les étudiants et la jeunesse aux Etats-Unis sont de plus en plus obligés de porter le fardeau d'une politique de guerre sans fin visant à forger un empire mondial servant les intérêts de l'oligarchie financière américaine. Une élection après l'autre et un sondage d'opinion après l'autre ont montré qu'une vaste majorité de la population est opposée à ces guerres, et pourtant cette opposition ne trouve pas son expression dans le système politique bipartite ou dans les médias qui sont à la botte des grandes entreprises.

Les travailleurs sont parfaitement conscients que des milliers de milliards de dollars sont dépensés pour ces guerres et pour le complexe militaire industriel américain, en dépit du fait que les gouvernements tant au niveau fédéral, qu'au niveau régional et local, dirigés tant par les Démocrates que les Républicains, disent qu'il n'est pas possible de trouver de l'argent pour financer des emplois, des salaires décents, les soins de santé, l'éducation ou des services sociaux vitaux.

De plus, la tentative de l'élite dirigeante américaine d'utiliser le militarisme pour pallier au déclin de sa position dans l'économie mondiale, engendre des tensions internationales de plus en plus dangereuses et une menace de guerres à venir encore plus sanglantes.

Alors même que l'hostilité à ces guerres s'accroît, les manifestations anti-guerre ont presque complètement disparu, asphyxiées qu'elles sont par une couche petite bourgeoise jadis de gauche qui soutient Obama et qui s'est en grande partie intégrée dans le Parti démocrate.

Un nouveau mouvement contre la guerre ne peut être construit que sur la base d'une rupture irrémédiable avec les Démocrates et une mobilisation indépendante de la classe ouvrière contre le gouvernement Obama et le système de profit capitaliste, source de guerre et de militarisme.

Bill Van Auken

[Internationalnews](#)

[WSWS](#) 16 juin 2011

(Article original en anglais paru le 11 juin 2011)

<http://www.internationalnews.fr/article-les-guerres-sans-fin-de-washington-par-bill-van-auken-76987181.html>

4 Histoire guerrière des USA

4-1 Les guerres des USA dans le monde

XIX siècle : Invasion de la Floride et de territoires mexicains.

1915-1934 : Occupation d'Haïti.

Début des années 1920 : République dominicaine : Installation du dictateur Trujillo.

Fin des années 1920 : Nicaragua : envoi de Marines.

1946-1992 : Philippines : aide à la répression des opposants politiques.

1947 : Italie : début de l'opération gladio : 15 000 paramilitaires prêts à renverser l'Etat italien.

1947-1949 : Grèce : Conseillers militaires contre la guérilla communiste.

1950 : Porto-Rico : Occupation.

1950-1953 : Guerre contre la Corée du Nord (2 millions de morts).

1953-1978 : Iran : La CIA installe le shah au pouvoir.

1954 : Guatemala : La CIA installe une dictature (répression : 150 000 assassinats).

1957-1986 : Haïti : Soutien aux dictatures de « Papa » et « Bébé Doc ».

1958 : Liban : Des milliers de marines protègent le gouvernement pro-US.

1960 : Congo : La CIA aide Mobutu à assassiner P. Lumumba et à prendre le pouvoir.

1960 : Embargo (illégal) contre Cuba.

1961 : Cuba : La CIA organise le débarquement de « la baie des cochons ».

1961-1972 : Guerre du Viet-Nam (des millions de morts).

1961-1972 : Bombardement du Laos et du Cambodge.

1964 : Les marines écrasent une insurrection au Panama.

1965 : Indonésie : La CIA organise et équipe le gouvernement pour réprimer les communistes : 700 000 victimes.

1965 : République dominicaine : intervention militaire (10 000 morts et 40% de la population exilée).

1967 : Grèce : La CIA aide à l'instauration de la dictature des colonels.

1970 : La CIA épaula les iraniens qui tentent d'envahir Oman.

1970 : Les USA s'impliquent militairement et diplomatiquement du côté d'Israël.

11 septembre 1973 : La CIA installe Pinochet au pouvoir au Chili.

1975-1999 : Timor oriental : occupation indonésienne soutenue par les USA (1/3 de la population massacrée).

1975-1990 : Angola : soutien militaire à Savimbi (300 000 morts).

1977 : Congo : la CIA soutient un soulèvement contre Mobutu.

1979 : Vietnam : invasion par les khmers rouges, soutenus par les USA et la Chine.

1980-1988 : Irak : Soutien à Saddam Hussein dans la guerre Iran-Irak.

1980-1990 : Salvador : Intervention contre-insurrectionnelle au côté de l'armée et des escadrons de la mort (entre 70 et 100 000 morts, 600 000 réfugiés).

1981-1988 : Nicaragua : soutien et formation des milices contras à l'« école des Amériques » (50 000 morts).

1982-1984 : Liban : Les soldats américains assistent sans réagir aux massacres des palestiniens orchestrés par les phalangistes (l'invasion israélienne fera 20 000 victimes).

1983 : Grenade : Invasion de Grenade, dite « invasion des banques ».

1986 : Lybie : Bombardements (centaines de victimes).

1987 : Iles Fidji : coup d'État soutenu par la CIA.

1988 : Philippines : l'aviation américaine épaula l'armée philippine dans ses opérations de répression.

1989 : Panama : 26 000 soldats américains attaquent leur ancien agent Noriega (centaines de victimes civiles).

Années 1990 : Colombie : guerre « anti drogue » et soutien au gouvernement (plus d'un million de réfugiés).

1990-1994 : Kurdistan ouest : l'armée turque armée et soutenue par les USA intensifie son action (milliers de villages détruits, napalm, 3 millions de déplacés ou sans abris, dizaines de milliers de blessés).

1991 : Guerre du golfe.

1991-2003 : Embargo contre l'Irak (500 000 enfants morts sur 5 ans).

1991 : Haïti : un colonel formé aux USA, suivi par l'armée entraînée par les américains, déclenche un coup d'État.

1992 : Congo : Mobutu (de nouveau soutenu par la CIA) est renversé...

1994 : Haïti : intervention pour le retour du président Aristide, sous condition qu'il ne se représente pas.

1998 : Soudan : bombardement d'usines pharmaceutiques.

1998 : Bombardements sur l'Irak.

1999 : Yougoslavie : Bombardement de la Serbie et du Kosovo, intensification de la répression serbe.

2002 : Afghanistan : Invasion après avoir soutenu les talibans pour un oléoduc...

2003 : Attaque contre l'Irak.

Pakistan.

Généralités.

Nom officiel du pays : République islamique du Pakistan.

Création : fondé le 14 août 1947, le Pakistan entretient des relations très tendues avec l'Inde depuis sa création en raison, notamment, du partage entre ces deux pays du territoire du Cachemire.

Pays limitrophes : Chine, Inde, Iran, Afghanistan.

Superficie : 803 000 km².

Nombre d'habitants : 163 902 000 (estimation pour 2007).

Démographie

Population (estimation INED, en millions) 157,9

Composition de la population (en %) Pendjabis (50 %), Sindis (15 %), Pathans (Pachtounes, 15 %), Mohajirs (immigrés d'Inde au moment de la partition et leurs descendants, 8 %), Baloutches (5 %), autres (7 %).

Population urbaine 34 %. Principales villes : Karachi (9,2 millions d'habitants), Lahore (5 millions), Faisalabad (1,9 million), aggl. Islamabad-Rawalpindi (1,4 million).

Densité (hab./km²) 198,4

Espérance de vie (années) 62,9

Fécondité (nombre moyen d'enfants/femme) 4,27

Taux d'alphabétisation (%) 44

Croissance démographique annuelle (%) 2,0

Nom des habitants : Pakistanais.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Langues : ourdou et anglais.

Monnaie : roupie pakistanaise.

Religions : musulmans 97 % (dont sunnites 74 %, chiites [dont 2 millions d'ismaéliens] 26 %), autres (chrétiens, hindous, ahmadis, parsis [zoroastriens], 3 %).

Capitale : Islamabad.

Arme de destruction massive : le Pakistan dispose de l'arme nucléaire, à l'instar de l'Inde (puissances nucléaires de fait [les cinq autres puissances nucléaires officielles étant la Chine, les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et la Russie]).

Nature de l'État : république à régime parlementaire.

Chef d'État : Asif Ali Zardari (né le 21 juillet 1956 à Nawabshah, Pakistan), élu président du Pakistan le 6 septembre 2008.

Veuf de l'ancienne Premier ministre Benazir Bhutto (1953-2007).

Chef du gouvernement : Yousaf Raza Gilani (né en 1952 à Karachi, Pakistan).

Constitution : adoptée en 1973. Révisée en avril 1997 et en décembre 2003. La Constitution, suspendue le 15 octobre 1999 suite au coup d'État du général Pervez Musharraf, le 12 octobre 1999. Chef de l'État-major, Musharraf s'est proclamé chef de l'exécutif. Il a créé un Conseil de sécurité nationale (8 personnes), organe exécutif suprême.

En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Parlement islamique (Assemblée nationale, 237 membres élus pour 5 ans au suffrage universel, 20 sièges réservés à des femmes et 10 à des non-musulmans ; et Sénat, 87 membres élus pour 6 ans par les assemblées provinciales) a été dissolu par Musharraf le 15 octobre 1999. Cependant, les partis politiques ont été maintenus

Partis au pouvoir : Ligue musulmane du Pakistan (Pakistan Muslim League, PML-Q), Parti du peuple pakistanais (PPP, social-démocrate). Autres partis : Jamaat-i-Islami (JI, Alliance démocratique islamique, fondamentaliste sunnite).

Muttahida Majlis-e-Amal (MMA, alliance de six partis religieux islamiques, dont le principal parti est le Jamaat-i-Islami).

Muttahida Qaumi Movement (MQM, ex-Mohajir Qaumi Movement, parti des musulmans venus d'Inde lors de la partition, en 1947 ; formation dirigée depuis Londres).

Adhésions supranationales : OMC (Organisation mondiale du commerce), OCI (Organisation de la conférence islamique), IDB (Banque interaméricaine de développement), ADB (Banque pour le développement de l'Asie). . Le pays est composé de 4

Provinces : Pendjab, Sind, Province-de-la-Frontière-du-Nord-Ouest (NWFP) et Baloutchistan, chacune dotée d'une Assemblée. Il existe également 2 Territoires : les Zones tribales (FATA, autonomes, situées dans la NWFP, mais en relation directe avec Islamabad) et le Territoire de la capitale. Le Pakistan administre également une partie du Cachemire, l'Azad Kashmir, le "Cachemire libre", et les Territoires du Nord. Le Pakistan revendique la région du Cachemire de l'État indien du Jammu-et-Cachemire. En 1998, la charia et la sunna deviennent lois suprêmes ; il existe une Cour fédérale islamique chargée de veiller au respect de la charia. En mai 2000, la Cour suprême a validé le coup d'État du 12 octobre 1999 en permettant au général Musharraf de rester au pouvoir pendant 3 ans.

Le Pakistan a été réintégré dans le Commonwealth en mai 2004 après cinq ans d'exclusion..

<http://www.courrierinternational.com/fiche-pays/pakistan>

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/article/Le%20Pakistan%20:%20un%20pays%20en%20guerre%20et%20en%20faillite./11010250>